INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 9 juin 2022**

* En repli modéré, les marchés actions européens ont creusé leurs pertes après la BCE. Le CAC 40 a cédé 1,4% à 6 358,46 points tandis que l'Euro Stoxx 50 a perdu 1,59% à 3 728,68 points. A Wall Street aussi, l'heure est à la prudence. Vers 17h40, le Dow Jones abandonne 0,44% et le Nasdaq, 0,59%.
* Les marchés attendaient avec intérêt les conclusions du comité des gouverneurs de la BCE. Ils s'attendaient à un durcissement dans la communication de la banque centrale. Face à l'inflation persistante, Christine Lagarde, comme elle l'avait d'ailleurs annoncé elle-même le mois dernier, devait sévir. La question portait sur l'ampleur de sa réaction. La présidente de la BCE n'a pas tremblé.
* Non seulement elle confirme, comme attendu, l'arrêt de ses achats d'actifs fin juin et son intention de relever le niveau de ses taux directeurs d'un quart de point en juillet, mais elle évoque également une hausse en septembre dont l'ampleur sera définie en fonction de l'évolution du contexte inflationniste à ce moment-là, précisant que si les perspectives de moyen terme se détériorent davantage, il sera approprié de procéder à une hausse plus importante qu'un quart de point.
* Au-delà, compte-tenu de son scénario, la BCE considère que des hausses régulières de ses taux directeurs seront nécessaires pour ramener l'inflation à son objectif de 2 %.
* "Le changement de cap est donc bel et bien acté et comme le précise Mme Lagarde lors de sa conférence de presse : il ne s'agit pas seulement d'une marche franchie mais d'un voyage au long court durant lequel la BCE relèvera ses taux autant qu'il faudra pour ramener l'inflation là où son mandat la contraint", commente l'économiste Véronique Riches-Flores.
* L'euro perd 0,64% à 1,0649 dollar en dépit des annonces de la BCE d'une hausse des taux de 25 points de base en juillet, suivie par une nouvelle hausse en septembre, qui pourrait atteindre 50 points de base. Son ampleur dépendra des perspectives actualisées d’inflation à moyen terme. Ces déclarations ont entraîné une nouvelle hausse des taux longs en Europe, accompagnée d'une nouvelle augmentation de l'écart de taux entre l'Italie et l'Allemagne. C'est là où le bât blesse pour la devise européenne car ce spread est considéré par les spécialistes comme une mesure du risque financier en Europe.

Plus cet écart est élevé et plus le risque est jugé important. Le rendement du 10 ans de Rome bondit de près de 23 points de base et celui de Berlin de près de 9 points de base et fait ressortir un spread de 215 points de base.

" L'arrêt prochain des politiques d'achats massifs de titres de la BCE pose à nouveau la question de la soutenabilité de la dette publique italienne " prévenait récemment CPR AM. Le gestionnaire d'actifs rappelait que l'Eurosystème a été de loin le plus gros acheteur de dette italienne ces dernières années et soulignait que la BCE ne pouvait pas se permettre une nouvelle " crise de la zone euro ".

Christine Lagarde a indiqué qu'elle déploiera un nouvel instrument si besoin pour éviter la fragmentation des marchés obligataires de la zone euro après le début du resserrement de sa politique monétaire, rapporte Reuters.

Selon CPR AM, rappelant le précédent de mars 2020, la BCE pourrait préciser ses plans au sujet d'un mécanisme anti-fragmentation si l'écart atteignait 250 points de base.

Les marchés testent actuellement la présidente de la BCE.

* Le cours du cuivre perd 1,35% à 4,35 dollars la livre et celui du platine, 3% à 978,83 dollars. Du fait de l'importance de la consommation chinoise de ces matières premières, leur cours est très sensible à la moindre bonne ou mauvaise nouvelle en provenance de l'Empire du Milieu. De nouvelles mesures de confinement ont été imposées à Shanghaï à la suite de la découverte de nouveaux cas de Covid. Les plus de 2 millions d'habitants du quartier de Minhang ne pourront pas sortir de chez eux pendant 2 jours.

Le gouvernement chinois continue d'appliquer fermement sa politique de " 0 " Covid.

* Lors du premier trimestre 2022, l'emploi salarié a augmenté de 0,3 % (+78 700 emplois) en France, selon les chiffres publiés ce jeudi par l’Insee. Il s'agit de la cinquième hausse trimestrielle consécutive, puisque l'emploi salarié avait progressé de 0,7 % au premier trimestre 2021, 1,2 % au deuxième, 0,8 % au troisième et 0,6 % au quatrième trimestre.

La hausse de début 2022 provient majoritairement de l'emploi salarié privé qui progresse de 0,3 % (soit +69 500 emplois). Il ralentit après +0,8 % (+167 200 emplois) au trimestre précédent.

Pour sa part, l'emploi public augmente à nouveau modérément : +0,2 % (soit +9 200 emplois) après une légère baisse, de 0,1 % (−8 000 emplois), au trimestre précédent.

Au total, au premier trimestre 2022, l'emploi salarié dépasse de 2,9 % (soit +750 500 emplois) son niveau d'un an auparavant. Près d'un tiers de cette hausse sur un an s'explique par le dynamisme des contrats en alternance, notamment en apprentissage.

**SOCIETES**

* Le marché des actions a compris le message... Celui des taux aussi. Le rendement du Bund allemand à 10 ans bondit de 8,5 points de base à 1,44% après avoir atteint 1,469%, soit son plus haut niveau depuis janvier 2014.
* Kering a cédé 1,53% à 515 euros, soit une baisse en ligne avec celle du CAC 40. Les investisseurs auraient pu accueillir plus favorablement les objectifs ambitieux du groupe de luxe pour ses marques phares, Gucci et Yves Saint-Laurent. Mais le marché préfère jouer la prudence vis-à-vis d'un secteur bien valorisé et exposé à une économie chinoise à la santé pour l'heure incertaine. Toujours est-il que les perspectives promises par Kering a ses deux joyaux sont séduisantes.
* EDF a bondi de 6,32% à 8,61 euros. Dans un article publiée ce matin et intitulé "EDF : les contours de la révolution qui vient", Les Echos révèlent que le projet de nationalisation de l'électricien figure parmi les chantiers prioritaires du nouveau gouvernement. Jean-Bernard Lévy, le PDG du groupe public, a pris rendez-vous avec les différentes organisations syndicales d'EDF pour évoquer le sujet, indique le quotidien.

"Pour le gouvernement, l'alternative 100 % publique offre de nombreux avantages", décryptent Les Echos.

"Politiquement d'abord : engager une nationalisation permet de relancer la réforme très controversée d'EDF sous un jour plus favorable - puisqu'à gauche comme à droite, on considère que le nucléaire doit être sanctuarisé dans les mains de l'Etat".

Pour les syndicats d'EDF, c'est aussi un symbole essentiel. " La nationalisation marquerait un retour aux fondamentaux, au groupe fondé par Marcel Paul ", pointe une source proche des pouvoirs publics citée par le quotidien.

Dans cette opération, ce qui est surtout visé par l'exécutif, c'est la sortie d'EDF de la Bourse, assurent Les Echos.

* Ipsen a annoncé aujourd'hui que Dysport (abobotulinumtoxinA) a reçu un avis positif des autorités européennes pour la prise en charge de l'incontinence urinaire (IU) chez les patients adultes atteints d'hyperactivité neurologique du détrusor (HND) due à une blessure médullaire (BM) (traumatique ou non traumatique) ou à une sclérose en plaques (SEP), qui effectuent régulièrement un sondage intermittent propre (SIP).

Cet avis positif pour Dysport permet désormais aux autorités de santé de chaque pays européen d'accorder des autorisations de mise sur le marché nationales, conformément à la réglementation de leur pays. Par ailleurs, Ipsen est actuellement en voie d'obtenir des approbations dans d'autres pays, en dehors de l'Union européenne.

* Orpea (-3,56% à 23,59 euros) a indiqué hier soir que les audits des cabinets Grant Thornton et Alvarez & Marsal sur les allégations du livre Les Fossoyeurs relatives avaient confirmé " des dysfonctionnements et des comportements fautifs ". En revanche, " certaines de ces allégations ne sont pas avérées ". La publication de ce livre avait eu l'effet d'une bombe du fait des des accusations de manquements dans la prise en charge de ses résidents.

" Nous présentons, une nouvelle fois, à toutes nos parties prenantes nos plus sincères excuses. Depuis le départ de l'ancien Directeur général, le 30 janvier 2022, nous avons pris des mesures d'urgence et de fond pour corriger des systèmes inefficaces, supprimer des pratiques inadéquates, sanctionner des errements individuels et saisir les juridictions compétentes " a déclaré son PDG, Philippe Charrier.

Les conclusions définitives de ces cabinets sur les thématiques de la prise en charge des résidents des EHPAD et sur le volet social seront quant à elles portées à la connaissance du public, dans les meilleurs délais suivant leur communication à la société au plus tard à la fin du mois de juin.

Orpea a précisé que les résultats des investigations sur les allégations relatives à un usage inapproprié de fonds publics ont été portés à la connaissance des commissaires aux comptes au cours de leur mission d'examen des comptes de l'exercice 2021.

La société a enfin confirmé l'information parue hier selon laquelle elle a fait l'objet d'une perquisition au siège et dans certains de ses établissements.

* Spotify vise une marge brute de 30% à 35%, contre 28,5% cette année. Le champion du streaming entend accélérer ses investissements pour augmenter le nombre d'utilisateurs. La société est en passe d'atteindre le milliard d'ici 2030. Elle en compte actuellement 422 millions par mois. Au final, le groupe table sur un chiffre d'affaires multiplié par 10 à l'issue des dix prochaines années à 100 milliards de dollars.

**ANALYSES**

* Même si le déconfinement débute en Chine, la politique zéro Covid devrait laisser des traces toute l'année, notamment en Europe.

Tout d'abord, l'Europe est particulièrement pénalisée par la récession du commerce mondial de ce début d'année : à cause du verrouillage chinois, l'économie mondiale va connaître un déficit d'exportations de 140 milliards d'euros, dont 20 milliards pour les exportateurs européens, contre 13 milliards pour les exportateurs américains. Le léger rebond de la réouverture chinoise devrait être limité à cause des 480 milliards d'exportations perdues en Europe vers la Russie, à cause de la guerre en Ukraine et du ralentissement économique.

Ensuite, les perturbations des chaînes d'approvisionnement sont loin d'être terminées. Près de 1.300 milliards d'euros d'intrants chinois sont utilisés dans le monde, notamment dans les secteurs de l'électronique et de l'automobile. Malheureusement, les entreprises européennes sont plus vulnérables que leurs homologues américaines. Si leur exposition aux intrants chinois est similaire au niveau global (1 % de la production), la gamme de produits n'est pas en faveur de l'Europe.

C'est notamment le cas des semi-conducteurs, un intrant omniprésent qui fait face à de graves pénuries au niveau mondial depuis 2021, et dont près de 90 % des exportations mondiales viennent d'Asie. Les besoins de l'Europe en puces sont essentiellement pour les secteurs automobile et industriel, qui ne représentent ensemble que 20 % des ventes mondiales de puces. Comme les puces utilisées dans les voitures et les machines industrielles reposent essentiellement sur des technologies de fabrication bien établies, leur fabrication est moins rentable que celle des puces de calcul, de mémoire ou de télécommunication utilisées dans un smartphone par exemple. Ainsi, les fonderies de semi-conducteurs sont naturellement incitées à donner la priorité à leurs clients les plus rentables au détriment des autres.

De plus, lorsqu'il s'agit de matières premières telles que l'étain, le cuivre, le zinc et le magnésium, largement utilisées dans les secteurs de l'électronique, des produits métalliques, de la construction et de l'automobile, la Chine joue là encore un rôle central pour l'Europe. L'automne s'annonce difficile.

Enfin, la politique zéro Covid chinoise est venue aggraver la situation sans précédent du transport maritime mondial. Les données suggèrent que la congestion portuaire en Chine depuis mars est proche de celle observée au second semestre 2021, ce qui devrait maintenir les délais de livraison des fournisseurs et les taux de fret élevés tout au long de l'année. Ce contexte international met en évidence les conséquences du sous-investissement chronique de l'Europe dans ses capacités de production et d'expédition.

Les Etats-Unis ne sont pas mieux lotis à cet égard, mais avec 17 milliards d'euros de dépenses supplémentaires prévues pour les infrastructures portuaires et les voies navigables, et 25 milliards pour les aéroports, ils cherchent à rattraper les retards en matière de réparation et d’entretien, et réduire la congestion. L'Europe, elle, manque d'un plan d'investissement à grande échelle dans les infrastructures commerciales, grandes absentes des projets financés à coups de milliers de milliards par les fonds de relance européens.

Au final, l'inflation importée en Europe à cause de la fermeture de la Chine devrait ajouter un demi-point à l'inflation déjà record de 2022 et porter celle-ci au-dessus de 6 % cette année. Si le pire de la vague Omicron en Chine est derrière nous, l'onde de choc sera bien ressentie jusqu'à la fin de l'année, dans le meilleur des cas.

**L’AGENDA DU 10 juin 2022**

**14h30 aux Etats-Unis**

Prix à la consommation de mai

**16h00 aux Etats-Unis**

Indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan en juin (première estimation)